



territoire
d'énergie

MAYENNE

GUIDE FINANCIER

TEM VOUS ACCOMPAGNE !

- Concessions
- Réseaux électriques
- Infrastructure Communication Électroniques (ICE)
- Réseaux et Urbanisme
- Éclairage public
- Géomatique
- Maîtrise de l'énergie
- Transition énergétique
- Mobilité durable





SOMMAIRE

TEM vous accompagne Guide financier - Édition 2026

Présentation

Votre syndicat d'énergie, en quelques mots	Page 1
Statuts de TEM	Page 1
L'activité de Territoire d'énergie Mayenne repose sur 3 types de compétences	Page 2
Pourquoi cette distinction entre les communes urbaines et rurales ?	Page 2
Carte distinction entre les communes urbaines et rurales	Page 3
La répartition de la maîtrise d'ouvrage entre TEM et Enedis	Page 3
Contribution des collectivités adhérentes et des tiers aux travaux d'investissement	Page 4
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	Page 4

Concessions

Concessions électriques et gazières - médiation	Page 5
---	--------

Réseaux électriques

Les extensions	Pages 6 - 7
Les renforcements	Page 8
Les sécurisations	Page 9
Les dissimulations de réseaux	Pages 10 - 11

Infrastructure Communication Électroniques (ICE)

Travaux d'investissement	Page 12
--------------------------------	---------

Réseaux et Urbanisme

Raccordement	Page 13
--------------------	---------

Éclairage public

Travaux d'investissement	Page 14
Maintenance et dépannage	Page 15
Gestion des DT-DICT	Page 16

Géomatique

Outils à votre disposition	Page 17
----------------------------------	---------

Maîtrise de l'énergie

Groupement d'achat électricité - Gaz	Page 18
Rénovation énergétique bâtiments publics	Page 19

Transition énergétique

Production d'énergies renouvelables	Pages 20 - 21
---	---------------

Mobilité durable

Mobilité électrique	Pages 22 - 23
Mobilité bioGNV	Page 24

Activités de TEM

Offrir un service public de l'énergie sécurisé, performant et innovant	Page 25
--	---------

Contacts de TEM

TEM, une organisation au service des collectivités mayennaises	Page 26
--	---------



Territoire d'énergie Mayenne

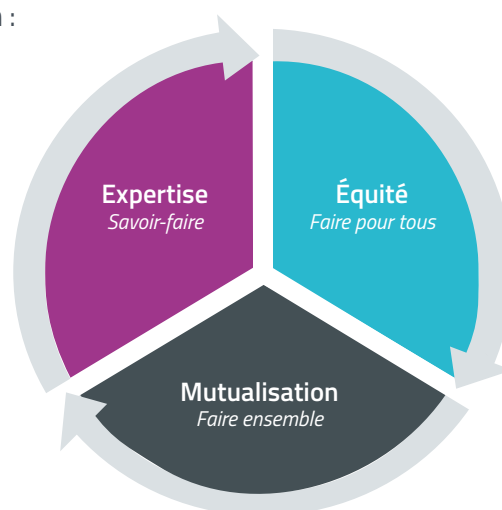
Votre syndicat départemental d'énergie, en quelques mots :

TEM, syndicat mixte fermé créé en 1947, pour fédérer l'ensemble des syndicats intercommunaux, regroupe aujourd'hui les 240 communes du département et 2 Établissements Publics de Coopération Intercommunale. Les collectivités adhèrent à TEM pour sa compétence fondatrice d'Autorité Organisatrice de la Distribution de l'Électricité et de Gaz.

Territoire d'énergie Mayenne :

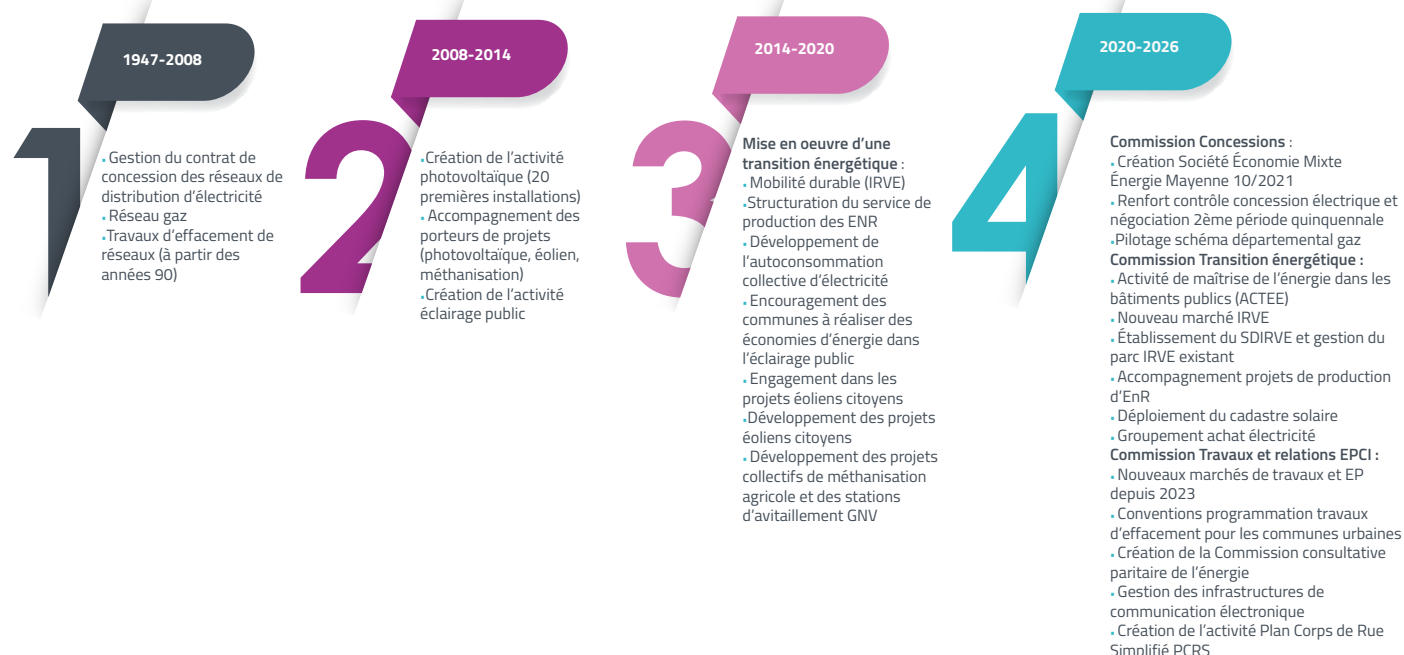
- Est propriétaire de 15 867 km de lignes électriques et de 11 483 postes de transformation HTA-BT en lieu et place des communes ;
- Réalise une part de la maîtrise d'ouvrage sur les réseaux électriques ;
- Assure le contrôle de la concession électrique (Enedis) et des concessions gaz (GRDF, Primagaz...) ;
- Exerce la compétence éclairage public et de génie civil des réseaux téléphoniques ;
- Accompagne les acteurs du territoire dans la transition énergétique ;
- Pilote le développement et la mise à jour du PCRS ainsi que les usages SIG associés.

Le syndicat est composé de 32 agents et sa gouvernance repose sur le comité syndical de 52 élus qui portent les valeurs du syndicat au quotidien :



Statuts de TEM

Évolutions du champ de compétence du syndicat de 1947 à 2026





L'activité de Territoire d'énergie Mayenne repose sur 3 types de compétences.

1

Les compétences historiques, dites « obligatoires » :

- Exploitation et développement des réseaux de distribution d'électricité : le concessionnaire obligé par l'État est la société Enedis ;
- Exploitation et développement des réseaux de gaz : ce secteur est ouvert à la concurrence.

En cas d'adhésion, toute entité doit impérativement transférer les compétences obligatoires au syndicat si elle les détient.

De fait, TEM est propriétaire de tous les réseaux mayennais d'électricité et de gaz qui appartenaient initialement aux communes.

2

Les compétences optionnelles :

- Éclairage public (investissement ou investissement + fonctionnement) ;
- Géoréférencement et sécurité des réseaux ;
- Infrastructures de recharge pour véhicules électriques, au gaz ou à l'hydrogène ;
- Réseaux publics de chaleur et de froid ;
- Production et distribution d'énergies renouvelables (EnR) ;

Chaque adhérent peut choisir de transférer une ou plusieurs compétences optionnelles au syndicat.

3

Les activités accessoires aux compétences :

- Mise en commun de moyens : procédures d'achats groupés, prise de participation dans le financement de projets EnR, études, etc ;
- Planification énergétique ;
- Maîtrise de l'énergie et sobriété énergétique ;
- Production d'énergie EnR.

Chaque adhérent peut choisir de travailler avec le syndicat sur des opérations ponctuelles et/ou spécifiques, en lien strict avec ses compétences et dans le respect du code de la commande publique.

Les statuts de TEM dont la dernière révision a été actée par arrêté préfectoral en date du 15 mai 2025 décrivent ces trois niveaux d'intervention ainsi que la gouvernance du syndicat. (Cf. www.territoire-energie53.fr/publications/statuts/)



Pourquoi cette distinction entre les communes urbaines et rurales ?

TEM mobilise ses ressources en les mutualisant afin de soutenir financièrement les opérations menées pour ses adhérents.

Les aides financières octroyées par le syndicat sont établies :

- Sur la base de l'arrêté Préfectoral définissant les communes éligibles aux aides à l'électrification rurale.
- Au regard de la perception ou non de la part communale de l'accise sur l'électricité.

Toutes les communes du département adhèrent à TEM pour la compétence électricité. Elles sont classées en 2 catégories de communes. Ce classement permet de déterminer le niveau d'intervention financière de TEM.

Les communes sont ainsi réparties :

- **Communes rurales** : moins de 1 999 habitants
- **Communes rurales ou urbaines** : de 2 000 à 4 999 habitants (liste établie par arrêté préfectoral tous les 6 ans après le renouvellement municipal qui répartit parmi ces communes celles qui relèvent du statut rural et celles qui relèvent du statut urbain selon des critères définis par décret).
- **Communes urbaines** : plus de 5 000 habitants.

Parmi la catégorie « communes urbaines » et selon les travaux concernés, on distingue les communes urbaines sans reversement de l'accise sur l'électricité des communes urbaines, avec convention pluriannuelle de travaux d'effacement de réseau électrique (précision dans les fiches par activité).

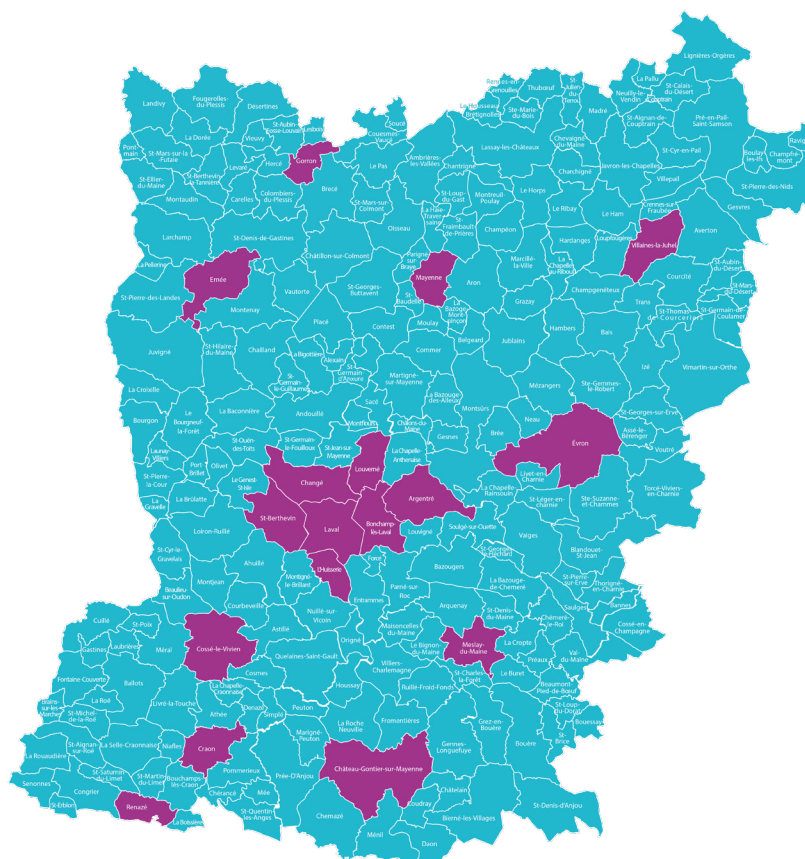
Les EPCI à fiscalité propre qui le souhaitent peuvent adhérer à TEM pour une ou plusieurs compétence(s) optionnelle(s), prestation(s), activités accessoire(s)...



Carte distinction entre les communes urbaines et rurales. (Au 31/12/2025)

 Communes rurales

 Communes urbaines



La répartition de la maîtrise d'ouvrage entre TEM et Enedis

Cette classification des communes impacte directement la gestion des travaux puisque le contrat de concession signé entre Enedis, concessionnaire obligé, et TEM pour 30 ans (de 2019 à 2049) prévoit la répartition de la maîtrise d'ouvrage.

Nature des travaux	Commune Urbaine	Commune Rurale
Branchements	Enedis	Enedis
Lotissement communal	Enedis	TEM
Extension de réseau :		
Raccordement C5 (Puissance \leq 36kVa)		TEM
Raccordement C4 privé (Puissance \geq 36kVa)	Enedis	Enedis
Raccordement C4 équipement public (P \geq 36kVa)		TEM
Raccordement des producteurs d'électricité	Enedis	Enedis
Renforcement BT	Enedis	TEM
Structure HTA	Enedis	Enedis
Déplacement d'ouvrage	Enedis	Enedis
Effacement de réseau (amélioration esthétique)	TEM	TEM



Contribution des collectivités adhérentes et des tiers aux travaux d'investissement

TEM a progressivement défini son dispositif de participations financières en tenant compte :

- Du budget du syndicat, qui repose en partie sur les contributions des collectivités (participation directe aux travaux ou indirecte par le reversement de l'accise sur l'électricité) ;
- Des conditions d'éligibilité des dépenses aux financements externes (ex : FACE⁽¹⁾) de la répartition de la maîtrise d'œuvre entre le syndicat et les concessionnaires (ex: article 8).

L'ambition de ce nouveau règlement financier est de pérenniser l'ensemble des activités du syndicat pour le compte des communes rurales, communes urbaines et EPCI et de permettre à chacune quel que soit son statut et ses moyens financiers de contribuer au développement des réseaux, à leur sécurisation, à favoriser tous les projets visant à produire des EnR et enfin maîtriser les consommations énergétiques.

Ce règlement financier vise à définir l'ensemble des flux financiers entre TEM et les collectivités locales pour toutes les activités du syndicat.

La participation des collectivités adhérentes et des tiers aux travaux d'investissement réalisés par TEM s'applique selon un barème défini par typologie de travaux (fiche par catégories de travaux – tableau financement dans le présent support). Les conditions financières des participations sont arrêtées lors de la signature du bénéficiaire (engagements financiers, délibérations) ou des parties (conventions).

En plus, de la participation au financement des travaux, toute prestation de TEM pour la réalisation de travaux sur les réseaux (distribution publique d'électricité, télécom et éclairage public) donne lieu au versement par le demandeur, d'une participation unitaire (dite « participation pour suivi de chantier ») correspondant à 6% du montant HT des travaux.

Modalités de versement des contributions :

La participation de la collectivité est payée en 2 fois :

- Acompte de 50 %, sur l'estimatif, demandé lors de la signature du bon de commande travaux
- Solde à l'achèvement des travaux au vu du montant réel.

Toute étude non suivie de travaux est facturée au demandeur.

Les aides de TEM respectent les crédits budgétaires annuels votés pour les opérations de travaux et leur financement. La demande ne vaut pas engagement des travaux. En cas d'évolution technique, réglementaire ou financière, le Comité Syndical peut faire évoluer le taux d'aide du TEM.

Les projets ne s'inscrivant pas totalement dans le cadre décrit dans le présent document doivent faire l'objet d'une validation spécifique par les instances de TEM.



Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Participations aux travaux d'investissement :

- Sauf indication contraire, les participations financières basées sur un pourcentage s'entendent sur la base de l'assiette HT. La TVA est récupérée par TEM.

Participations aux charges de fonctionnement (Installation, exploitation et maintenance des installations d'éclairage public) : Ces participations ne sont pas assujetties à la TVA (relèvent du régime des subventions de fonctionnement et destinées au financement d'une activité non soumise au régime de la TVA).

Coût de la TVA non couverte par les participations : TEM assure la prise en charge financière du coût de la TVA (récupération FCTVA, ou fonds propres), sauf cas particuliers (déplacement EP, sinistres...).

⁽¹⁾**FACÉ** : Financement des Aides aux Collectivités pour l'Électrification.

C CONCESSIONS



CONCESSIONS ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES - MÉDIATION

Compétence obligatoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité (AODE), TEM organise et gère le service public de l'électricité et de gaz en Mayenne, en lien avec les concessionnaires (Enedis, EDF, GRDF, Primagaz) en lieu et place des communes. TEM assure le contrôle des concessions.

Médiation : Les collectivités peuvent solliciter TEM pour des conseils. Concernant les usagers (collectivités, professionnels ou particuliers), TEM apporte une assistance dans le suivi de problématiques en lien avec les distributions publiques d'électricité et de gaz.

Quelques exemples de dossiers les plus fréquents :

- **Travaux** : examen des devis concernant des demandes de déplacements d'ouvrages concédés en gaz ou en électricité, contrôle qualité des chantiers sous maîtrise d'ouvrage des concessionnaires, examen des participations demandées pour le raccordement au réseau de gaz et électricité ;
- **Qualité de l'électricité** : plainte d'usagers auprès de la collectivité, vétusté des ouvrages ;
- **Relations avec les usagers** : informations sur les coupures, problème de relève ;
- **Précarité énergétique** : coupures pour impayés, utilisation du chèque énergie, etc. ;
- **Examen des propositions techniques et financières** du concessionnaire, notamment des raccordements.



QUELLES DÉMARCHES ?

TEM répond aux sollicitations des communes et des usagers sur la distribution électrique et gaz.

Pour toute réclamation :

- Contacter d'abord le fournisseur d'électricité ou gaz, puis transmettre la réponse à TEM si le problème persiste ;
- La collectivité contacte le chargé d'affaires de son secteur par téléphone, courriel ou courrier en apportant des éléments détaillés et factuels. Par exemple : des photos, la copie de courriers d'usagers, la chronologie et l'adresse d'un incident, etc.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par les communes/EPCI
Accompagnement	TEM apporte gratuitement un accompagnement personnalisé à chaque demande et adapté à la nature des questions. En contrepartie, il sera demandé un retour des avancées du dossier et des résultats obtenus, qu'ils soient satisfaisants ou non.

À noter : Cet échange est indispensable à TEM pour assurer un retour d'expérience et ainsi améliorer la pertinence de ses actions auprès des concessionnaires électricité et gaz.



RÉSEAUX ÉLECTRIQUES



LES EXTENSIONS

Compétence obligatoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

- **Prolonger une ligne existante**, généralement en bordure de voie publique, jusqu'à la parcelle à desservir ;
- Permettre d'alimenter en électricité de nouvelles constructions, bâtiments ou lotissements, tout en garantissant la continuité et la qualité du service. Souvent liée à une autorisation d'urbanisme (certificat d'urbanisme ou permis de construire), pour laquelle TEM est consulté par les services instructeur des EPCI.

Lorsque le réseau de distribution publique d'électricité existant est en contrainte à l'état initial (c'est-à-dire avant le raccordement des nouveaux bâtiments ou équipements), les travaux de renforcement nécessaires sont engagés en même temps que les travaux d'extension.

- Concerne aussi bien des particuliers ou professionnels que des aménagements communaux (lotissements, zones d'activités, équipements publics).

Exemple : Demande d'une commune pour la réalisation d'un lotissement pour 10 parcelles.

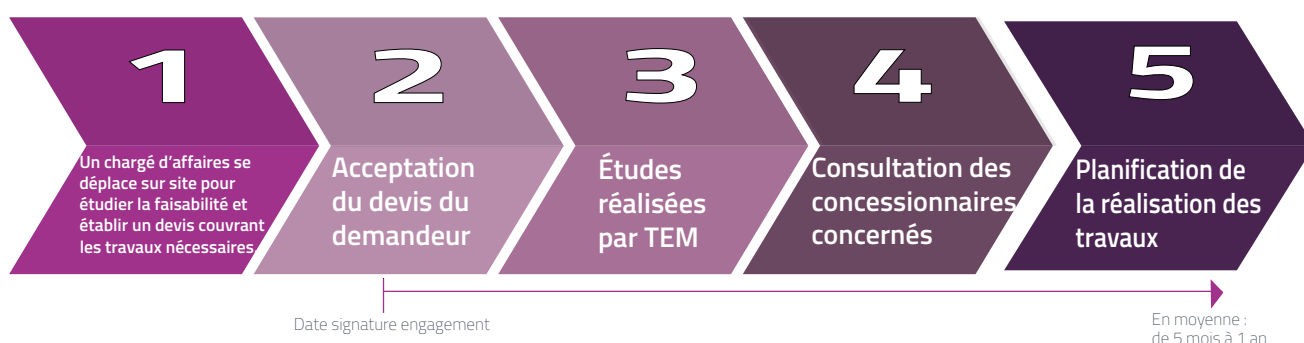
Le branchement (partie privative du raccordement) est réalisé par ENEDIS.



QUELLES DÉMARCHES ?

Les projets sont programmés au fil de l'eau, selon les besoins des pétitionnaires (dont les communes, particuliers...) - Cf. fiche urbanisme page 13

(Pour les lotissements, il est recommandé de contacter TEM dès la phase d'esquisse, sans attendre le permis d'aménager).





RÉSEAUX ÉLECTRIQUES



LES EXTENSIONS

Compétence obligatoire



FINANCEMENTS

Prestation	Détails de la prestation	Prise en charge par le pétitionnaire
Extension de type équipement public exceptionnel pour besoins communaux	Alimentation d'une opération destinée à des besoins communaux et n'ayant pas de caractère industriel, agricole, commercial ou artisanal	60 % du montant HT + 6 % de frais de suivi
Extension de type équipement public exceptionnel	Alimentation de toute installation à caractère industriel, agricole, commercial ou artisanal	
Extension en dehors d'une opération de construction ou d'aménagement autorisé	Alimentation d'un consommateur d'électricité en dehors d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée	
Extension de type équipement propre	Alimentation exclusive à l'usage de l'opération	
Réseau de desserte à usage exclusif de l'opération	Lotissement ou zone d'activités	
Extension de type équipement public exceptionnel pour IRVE	Alimentation destinée à des bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE)	25% du montant HT + 6 % de frais de suivi



RÉSEAUX ÉLECTRIQUES



LES RENFORCEMENTS

Compétence obligatoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Réalisation, sous maîtrise d'ouvrage de TEM, de travaux de renforcement des réseaux de distribution publique d'électricité : remplacement de section de câbles, mutation de transformateur ou création de poste de transformation, restructuration de réseau, etc.

Objectifs :

- Améliorer la qualité de fourniture (plaintes d'utilisateurs) ;
- Mettre à niveau du réseau existant (contraintes détectées lors d'autorisations d'urbanisme) ;
- Renforcer suite à l'analyse des contraintes sur les réseaux existants.

À noter : les travaux de renforcement des communes urbaines sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage d'ENEDIS. (Cf. le tableau de répartition de la maîtrise d'ouvrage entre TEM et Enedis page 3).



QUELLES DÉMARCHES ?

- Les besoins en travaux de renforcement sont identifiés par TEM, en lien avec ENEDIS ;
- Une commune peut également être à l'origine du signalement d'un besoin de renforcement ;
- Le programme de travaux de renforcement de l'année N est arrêté en fonction des crédits disponibles, du classement des dossiers et des dotations annuelles du FACÉ⁽¹⁾ pour une réalisation en N+1.



FINANCEMENTS

Réseau basse tension zone rurale uniquement

Prestation	Prise en charge par les communes/EPCI
Travaux de renforcement	Les travaux sont financés à 100% par le syndicat.

La TVA est payée et récupérée par TEM.

⁽¹⁾**FACÉ** : Financement des Aides aux Collectivités pour l'Électrification.



RÉSEAUX ÉLECTRIQUES



LES SÉCURISATIONS

Compétence obligatoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Réalisation, sous maîtrise d'ouvrage de TEM, de travaux de sécurisation des réseaux de distribution publique d'électricité, par suppression des réseaux en fils nus. En effet, ces réseaux composés de câbles distincts sont non isolés et peuvent être source de dysfonctionnements. Ces fils nus sont alors soit remplacés par un câble torsadé, soit enfouis.

Les travaux de sécurisation électrique peuvent être menés de pair avec d'autres travaux :

- Renforcement, lorsque le réseau en fils nus devient insuffisant ou dégradé entraînant des plaintes de clients pour mauvaise qualité de fourniture électrique ;
- Enfouissement, quand la commune souhaite dissimuler ces réseaux pour des motifs esthétiques.

À noter : les travaux de sécurisation des communes urbaines sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage d'ENEDIS (Cf. le tableau de répartition de la maîtrise d'ouvrage entre TEM et Enedis page 3).



QUELLES DÉMARCHES ?

Les besoins en travaux de sécurisation sont identifiés par TEM, en lien avec ENEDIS.

Une commune peut également être à l'origine du signalement d'un besoin de sécurisation.

Le programme de travaux de sécurisation de l'année N est arrêté en fonction des crédits disponibles, du classement des dossiers et les dotations annuelles du FACÉ⁽¹⁾ pour une réalisation en N+1.



FINANCEMENTS

Réseau basse tension zone rurale uniquement

Prestation	Prise en charge par TEM
Travaux de sécurisation	Les travaux sont financés à 100% par le syndicat.

La TVA est payée et récupérée par TEM.

⁽¹⁾FACÉ : Financement des Aides aux Collectivités pour l'Électrification.

RÉSEAUX ÉLECTRIQUES



LES DISSIMULATIONS DE RÉSEAUX

Compétence obligatoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Réalisation, sous maîtrise d'ouvrage de TEM, de travaux d'enfouissement des réseaux électriques. À titre subsidiaire, il peut également s'agir d'opérations de mise en façade. Ces travaux peuvent aussi concerner les réseaux secs (réseaux aériens) situés sur le même périmètre : réseaux d'éclairage public, réseaux Orange, ainsi que d'autres réseaux de communication.

Concrètement :

- Enfouir les anciennes lignes aériennes ;
- Supprimer poteaux et câbles pour les remplacer par une infrastructure souterraine moderne, plus discrète et moins sensible aux intempéries.

3 types de dossiers :

- Les dissimulations urbaines (pour les communes urbaines) ;
- Les effacements de réseaux (pour les communes rurales) ;
- Les effacements complémentaires (au-delà des plafonds budgétaires ou hors comité de choix).

Objectifs de l'effacement :

- Améliorer la qualité et sécuriser davantage les réseaux en cas de mauvaises conditions météorologiques (tempêtes, etc) ;
- Améliorer l'esthétique des quartiers de la commune ;
- Optimiser l'intégration des réseaux dans l'environnement.

La complexité des projets d'aménagement nécessite de la commune une anticipation de la planification et de la coordination avec tous les intervenants.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par les communes		
	Communes rurales	Communes urbaines avec convention	Communes urbaines sans convention
Comité de choix			
Effacement Distribution publique (DP) électricité	25 % du montant HT + 6 % de frais de suivi Plafond travaux : 150 000€HT/An/Commune ⁽¹⁾	35% du montant HT pour les opérations définies dans le programme de la convention + 6 % de frais de suivi + participation annuelle sur la durée de la convention	90% du montant HT + 6 % frais de suivi ⁽¹⁾ Plafond travaux : 200 000 €HT/An/Commune ⁽¹⁾
Télécommunication	Si option A avec appui commun :		
	80 % du montant HT + 6 % de frais de suivi	100% du montant HT + 6 % frais de suivi	100% du montant HT + 6 % frais de suivi
	Si option A sans appui commun et option B :		
	80 % du montant TTC + 6 % de frais de suivi	100% du montant TTC + 6 % frais de suivi	100% du montant TTC + 6 % frais de suivi
Hors comité de choix			
Effacement complémentaire Distribution publique électricité	60 % du montant HT + 6 % de frais de suivi	100% du montant HT + 6 % frais de suivi	100% du montant HT + 6 % frais de suivi

(1) : Le plafond s'applique sans majoration pour toute création de commune nouvelle



RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

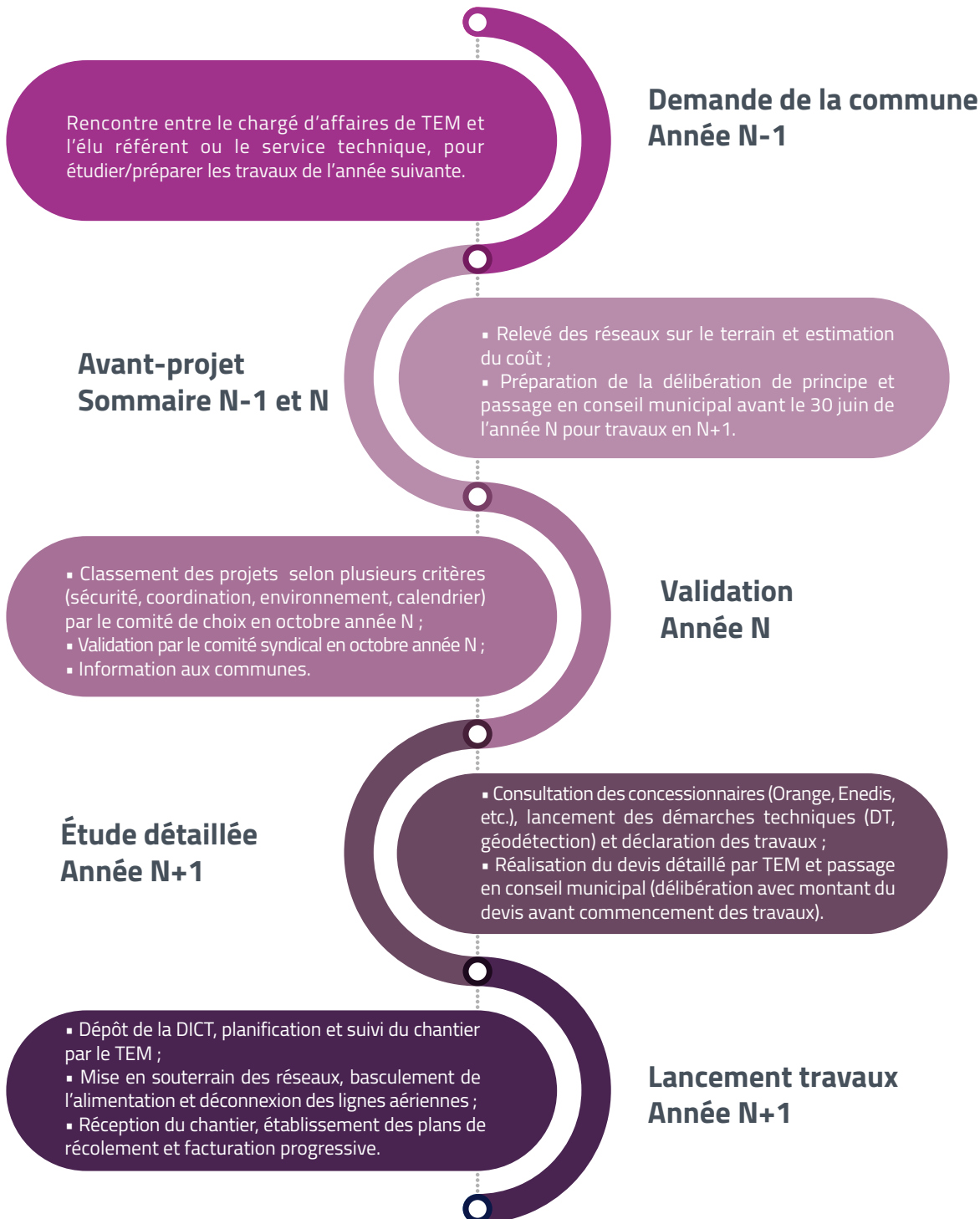


LES DISSIMULATIONS DE RÉSEAUX

Compétence obligatoire



QUELLES DÉMARCHES ?





INFRASTRUCTURE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES (ICE)



TRAVAUX D'INVESTISSEMENT

Compétence optionnelle



DE QUOI S'AGIT-IL ?

- Enfouir les réseaux de télécommunications (cuivre et fibre) conjointement aux travaux d'enfouissement du réseau électrique.



QUELLES DÉMARCHES ?

Depuis 2013, la loi PINTAT a permis de préciser les conditions dans lesquelles l'opérateur ou les collectivités pouvaient être propriétaires et de définir les droits d'usage en cas de financement partiel par la collectivité :

- Impose à l'opérateur d'enfouir la totalité de sa ligne dès lors que celle-ci comporte au moins un appui commun, et de prendre en charge la totalité des dépenses d'étude et de réalisation du câblage ;
- Maintient l'obligation pour l'opérateur de supporter une quote-part des coûts.

2 alternatives :

- La personne publique finance intégralement les installations de génie civil (GC), elle en reste propriétaire. Elle en assure la gestion, l'entretien et la maintenance. L'opérateur dispose d'un droit d'usage pour rétablir ses équipements (câblage) de communications électroniques préexistantes (convention option A avec appui commun) ;
- La personne publique ne finance pas intégralement les installations souterraines ainsi créées, l'opérateur les finance en partie, en reste propriétaire et confère un droit de passage à la personne publique (convention A sans appui commun ou option B).



FINANCEMENTS

Type de travaux	À charge de la commune			
	Rurale		Urbaine	
	Avec appui commun	Sans appui commun	Avec appui commun	Sans appui commun
Travaux coordonnés enfouissement réseau télécom	80 % du montant HT	80 % du montant TTC	100 % du montant HT	100 % du montant TTC
	+ 6 % du HT de frais de suivi		+ 6 % du HT de frais de suivi	



RÉSEAUX & URBANISME



RACCORDEMENT

Activité accessoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

En tant qu'**Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité (AODE)**, TEM accompagne les collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme (plans locaux d'urbanisme communaux, ou intercommunaux).

TEM met à disposition :

- **Des informations sur les réseaux publics d'électricité et de gaz** : plans des réseaux existants et indications sur leur capacité d'accueil, que ce soit pour la consommation ou la production d'énergie ;
- **Une analyse des adaptations éventuelles des réseaux** nécessaires pour accueillir de nouveaux projets d'aménagement ou de développement urbain ;
- **Un croisement entre les zonages d'urbanisme et l'implantation des réseaux**, afin d'aider les collectivités à planifier leurs projets en cohérence avec les infrastructures énergétiques.



QUELLES DÉMARCHES ?

La collectivité sollicite TEM par mail ou appel téléphonique.

Elle peut aussi se rendre sur le site internet du syndicat d'énergie pour consulter la fiche intitulée : **Comment se raccorder au réseau électrique ?**

(Cf. <https://www.territoire-energie53.fr/nos-missions/electrification-reseaux/travaux-de-raccordement-et-extension/>)



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par TEM
Accompagnement de TEM	Cet accompagnement est proposé gratuitement par TEM aux collectivités en charge de l'instruction des demandes d'urbanisme.



ÉCLAIRAGE PUBLIC



TRAVAUX D'INVESTISSEMENT

Compétence optionnelle



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Conformément aux statuts de Territoire d'énergie Mayenne, la terminologie « éclairage public » englobe l'éclairage public, les illuminations des bâtiments et édifices et divers éclairages extérieurs raccordés aux comptages d'éclairage public.

Les illuminations festives, les éclairages extérieurs des installations sportives et la signalisation lumineuse sont exclus de cette prestation et feront l'objet de délibérations ou conventions spécifiques. À la demande de la collectivité adhérente, TEM en tant que maître d'ouvrage peut réaliser les opérations suivantes :

- Extension du réseau éclairage en lotissement et hors lotissement ;
- Effacement du réseau éclairage par mise en souterrain lors de travaux coordonnés d'enfouissement des lignes ;
- Renouvellement et rénovation, mise en conformité, amélioration énergétique avec diagnostic des installations ;
- Mises en valeur par la lumière de sites et monuments ;
- Renouvellement des points d'éclairage avec une alimentation électrique autonome (non raccordés au réseau de distribution publique d'électricité) ;
- Installation d'objets connectés...



QUELLES DÉMARCHES ?

Le transfert de compétence se fait par voie de délibération concordante, après réalisation d'un diagnostic du réseau. Ce transfert comprend l'investissement et/ou la maintenance (voir fiche maintenance et dépannage ci-après).

Toute demande de travaux doit être faite le plus tôt possible, afin d'obtenir la réalisation des travaux en temps voulu. Le programme travaux d'éclairage public est arrêté en fonction des crédits disponibles et de la validation par le comité de pilotage de programmation éclairage public.



FINANCEMENTS

Type de travaux	À charge de la commune	
	Rurale	Urbaine
Travaux neufs/rénovations	75 % du HT des travaux + 6 % du HT des travaux pour le suivi	
Campagne spécifique	Ouvert aux communes ayant transférées la maintenance : 60 % du HT des travaux + 6 % du HT des travaux pour le suivi	75 % du HT des travaux + 6 % du HT des travaux pour le suivi
Rénovation armoire « dangereuse »	Ouvert aux communes ayant transférées la maintenance : 0 %	Ouvert aux communes ayant transférées la maintenance (sauf convention) : 0 %
Rénovation Éclairage terrains sportifs	75 % du TTC des travaux + 6 % du HT des travaux pour le suivi	
Expérimentations	À la demande de TEM : 100 % à la charge de TEM À la demande de la collectivité : étude au cas par cas (convention)	

La TVA est récupérée par TEM via le FCTVA.



ÉCLAIRAGE PUBLIC



MAINTENANCE ET DÉPANNAGE

Compétence optionnelle



DE QUOI S'AGIT-IL ?

TEM intervient pour :

- Réaliser la maintenance préventive et curative du parc d'éclairage public des communes adhérentes ;
- Assurer la continuité et la qualité du service de l'éclairage public ;
- Contrôler régulièrement les équipements (maintenance préventive tous les 3 ans) ;
- Dépanner en cas de signalement (96 h pour un dépannage courant, 48 h pour un dépannage accéléré, 2 h pour une intervention urgente) ;
- Accompagner les communes dans la modernisation et la mise en valeur de leur patrimoine d'éclairage public.



QUELLES DÉMARCHES ?

- Les demandes d'intervention des communes sont enregistrées par les communes via la plateforme dédiée : <https://ep.te53.fr> ;
- L'enregistrement en ligne alerte simultanément TEM et l'entreprise titulaire du marché ;
- Les délais d'intervention courent à partir de la date et l'heure de l'enregistrement.

En cas de demande faite par téléphone ou mail, les délais d'intervention ne sont pas garantis.



FINANCEMENTS

Prestation	Détails de la prestation	Prise en charge par les communes/EPCI
Maintenance annuelle EP	Entretien préventif pour réduire le risque de panne et maintenir les performances des matériels et équipements	Prix unitaire annuel <ul style="list-style-type: none"> ▪ 19.63€ /point lumineux ▪ 39.26€ /armoire ▪ 58.89€ /armoire connectée
Dépannage EP et déplacement ouvrage	Dépannage au fil de l'eau	100 % du montant HT + 6 % de frais de suivi
Reprogrammation horloges	À la demande des communes, modification des horaires d'éclairage	Demande effectuée avant le 01/03 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 0 € Demande effectuée après le 01/03 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 250 €HT pour 1 à 5 armoires ▪ 750 €HT pour 6 à 15 armoires

Ces tarifs s'appliquent à toute commune ou EPCI ayant transféré la compétence maintenance éclairage public à TEM.

Précision : Un inventaire initial est programmé lors du transfert de la compétence : la prise en charge par la commune s'élève à 8.70€ par point lumineux (Cf. [règlement Technique Administratif et Financier : https://www.territoire-energie53.fr/publications/plaquettes/](https://www.territoire-energie53.fr/publications/plaquettes/)).



ÉCLAIRAGE PUBLIC



GESTION DES DT-DICT

Compétence optionnelle



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Géoréférencer les réseaux souterrains pour les communes ayant transféré l'investissement et la maintenance de l'éclairage public.

Permet de :

- Garantir une localisation précise des ouvrages enterrés ;
- Répondre aux obligations réglementaires de **D**éclarations de **T**ravaux (**DT**) et **D**éclarations d'**I**ntention de **C**ommencement de **T**ravaux (**DICT**) et **A**vis de **T**ravaux **U**rgents (**ATU**).

Ce service comprend :

- L'inventaire du patrimoine d'éclairage public de la commune le cas échéant ;
- Le géoréférencement des réseaux enterrés par des entreprises dûment habilitées, via un lever de terrain pour positionner les ouvrages et les câbles en classe A (localisation avec une incertitude inférieure à 50 cm pour les réseaux souples) ;
- L'enregistrement dans le Guichet Unique des zones d'implantation des réseaux ;
- La réponse aux DT, DICT et ATU, avec un service d'astreinte pour les ATU.



QUELLES DÉMARCHES ?

- Consultation du Guichet Unique (www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) avant tout projet de travaux ;
- Intégration et mise à jour des données dans le SIG de TEM (Cf. la fiche «outils à votre disposition» ci-après) ;
- Gestion et réponses aux DT-DICT-ATU ;
- Suivi et contrôle du patrimoine géoréférencé.



FINANCEMENTS

Prestation	Détails de la prestation	Prise en charge par les communes/EPCI
Géoréférencement initial	Géoréférencement en X,Y, Z des ouvrages d'éclairage public en souterrain (classe A)	2.50€/ml de réseau souterrain d'éclairage public
Gestion des DT/DICT/ATU	Réponse seule aux DT-DICT et ATU après géoréférencement	0,06€/ml de réseau souterrain d'éclairage public

Ces tarifs s'appliquent à toute commune ou EPCI ayant transféré la compétence maintenance éclairage public à TEM.



OUTILS À VOTRE DISPOSITION



PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIÉ

Le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) : Fonds de plan de très grande précision, obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2026 :

- Localisation des réseaux enterrés ;
- Amélioration de la sécurité lors des travaux ;
- Référence commune à tous les gestionnaires de réseaux dans le cadre de la réforme anti-endommagement (DT-DICT).

En Mayenne, TEM assure la gestion du PCRS, en partenariat avec le conseil départemental et les 9 EPCI. Ces différentes entités participent à son financement. Enedis et GRDF, participent au déploiement du PCRS en qualité de partenaires associés.

Deux versions sont déployées :

- Un PCRS image : photos aériennes haute résolution ;
- Un PCRS vecteur : relevé 3D des éléments essentiels de la voirie.



CADASTRE SOLAIRE

- Animer et mettre en oeuvre la politique de déploiement du photovoltaïque des EPCI ;
- Simuler le potentiel de production d'énergie solaire.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par les EPCI ayant conventionnés
Consultation de la plateforme	Accessible gratuitement
Fonctionnalités opérationnelles (études du potentiel et estimation générale)	Selon la convention signée : 0,07€ TTC/habitant/an



SIG ÉCLAIRAGE PUBLIC

- Cartographie des installations EP comportant les réseaux et appareils numérotés ;
- Base de données patrimoniales alphanumériques d'identification des éléments composant les installations et leurs caractéristiques.

La collectivité adhérente à la maintenance EP accède via Internet au logiciel SIG (<https://ep.te53.fr>) mis en place par TEM pour l'évolution de son patrimoine.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par les communes/EPCI
Mise à jour du SIG EP	Compris dans le coût de la maintenance annuelle Commune nouvelle : forfait de 400€



MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE



GROUPEMENT D'ACHAT ÉLECTRICITÉ - GAZ

Activité accessoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

L'achat d'énergie est une démarche complexe, tant sur le plan technique que juridique, pour les collectivités soumises aux tarifs de marché. Cette complexité s'accroît dans un contexte de forte volatilité des prix, où les acteurs publics doivent à la fois limiter les risques et maîtriser les hausses de coûts.

TEM coordonne un groupement de commandes pour optimiser et mutualiser la fourniture d'électricité et de gaz des structures publiques du département.

TEM mutualise les besoins des membres pour élaborer une stratégie d'achat efficace, mettant en concurrence les fournisseurs afin de garantir des prix compétitifs et maîtrisés. Bien que chaque collectivité conserve la maîtrise de l'exécution de son contrat, TEM met à leur disposition son expertise et sa proximité pour répondre précisément à leurs questions et assurer un suivi rigoureux de la qualité des prestations.

À noter : TEM offre la possibilité de s'approvisionner en énergie verte, via des garanties d'origine ou un lot à haute valeur environnementale, répondant ainsi aux objectifs de développement durable des collectivités.



QUELLES DÉMARCHES ?

- Organisation de campagne d'adhésion avant chaque renouvellement de marché ;
- Mise à jour des données afférentes aux sites de livraison dans les délais impartis ;
- Pour les nouveaux membres : une délibération et une convention de groupement correspondante.

Prochain contrat : 3 ans - du 01/01/2028 au 31/12/2030



FINANCEMENTS

** Les frais de fonctionnement du groupement sont partagés entre l'ensemble des membres.*

Une participation par type d'énergie est appelée une fois par an maximum à chacun des membres, en fonction des frais engagés et du nombre de Point De Livraison (PDL) et de la puissance des PDL.

Prestation	Prise en charge par les communes	
	TEM perçoit l'accise sur l'électricité	TEM ne perçoit pas l'accise sur l'électricité
Achat d'électricité*	Basse Tension BT	
	<i>C4 : segments de puissance entre 37kVa à 250kVa / C5 : segments de puissance inférieure ou égale à 36kVa</i>	
	C5 : 8€/PDL/an C4 : 50€/PDL/an	C5 : 10€/PDL/an C4 : 62€/PDL/an
	Haute Tension HT	
	<i>C2/C3 : segments de puissance inférieure à 250kVa</i>	
Achat de gaz	C3/C2 : 72€/PDL/an	C3/C2 : 90€/PDL/an
	Contribution minimale de 1 à 4 PCE Point de Comptage et d'Estimation :	
	150€/an	180€/an
	Contribution entre 5 à 14 PCE :	
	250€/an	300€/an
	Contribution entre 15 et 49 PCE :	
	500€/an	600€/an
	Contribution entre 50 et + PCE :	
	840€/an	1000€/an



MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE



RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE BÂTIMENTS PUBLICS

Activité accessoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

- Accompagner les collectivités dans la rénovation énergétique de leurs bâtiments publics afin de réduire leurs consommations ;
- Proposer un soutien technique et financier pour réaliser des audits énergétiques, suivre les consommations et accéder aux programmes d'aides nationaux comme ACTEE⁽¹⁾ CHÊNE pour les communes dont l'EPCI a signé une convention Maîtrise de l'Énergie avec TEM.



QUELLES DÉMARCHES ?

- Réaliser un audit énergétique des bâtiments publics ;
- Accéder à des outils de suivi et de pilotage des consommations énergétiques ;
- Candidater à des programmes nationaux et régionaux (ex. ACTEE⁽¹⁾, Entente Pays de la Loire) pour la rénovation énergétique du patrimoine public.

*TEM assure également la coordination avec les partenaires : Région, Département, Syndicats d'énergie voisins et met à disposition un guide régional des financements pour la rénovation énergétique.
(Cf. territoire-energie53.fr/nos-missions/maitrise-de-lenergie/renovation-energetique/)*



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par TEM	
	Communes reversant l'accise sur l'électricité	Communes conservant l'accise sur l'électricité
Audits énergétiques (études de structure ou de faisabilité par un bureau d'études)	70% du prix HT de l'étude Plafond : <ul style="list-style-type: none">■ 700€ par audit■ 1500 € par collectivité et par an	20% du prix HT de l'étude Plafond : <ul style="list-style-type: none">■ 700€ par audit■ 1500 € par collectivité et par an

⁽¹⁾ **ACTEE** : Action des Collectivités Territoriales pour l'Éfficacité Énergétique

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Compétence optionnelle ou activité accessoire



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Les collectivités territoriales ont un rôle de premier ordre à jouer dans la transition énergétique, notamment via l'élaboration de documents de planification énergétique sur leur territoire et leur mise en oeuvre.

TEM intervient pour :

- Accompagner les collectivités sur les adaptations nécessaires du réseau électrique moyenne tension pour répondre aux objectifs fixés en matière de production ou d'autoconsommation électrique ;
- Apporter sa connaissance et son expertise sur les réseaux de distribution d'énergie électrique et gazière, et notamment sur la capacité de ces réseaux à accueillir des productions d'énergies renouvelables décentralisées.

La collectivité a la possibilité de porter elle-même le projet de production ou de se rapprocher d'un opérateur. Il en existe de nombreux susceptibles d'aider dans le développement de ses projets sur le territoire. Certains coopérateurs sont entièrement privés, ou mixtes à capitaux majoritairement publics tels que la SEM Énergie Mayenne.



MÉTHANISATION

La méthanisation permet de produire du gaz vert à partir de matières organiques locales. Ce gaz renouvelable peut être utilisé pour le chauffage, l'industrie ou encore la mobilité via le BioGNV.

TEM agit à plusieurs niveaux :

- Accompagner les porteurs de projets publics ou privés, en facilitant leur intégration locale ;
- Soutenir les collectivités dans leurs études et projets de méthanisation ;
- Financer et coordonner les études de raccordement menées par GRDF ;
- Organiser la distribution du gaz vert, en concertation avec les acteurs du territoire ;
- Développer le réseau gazier départemental, notamment pour favoriser l'injection de biométhane.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par TEM pour les communes et EPCI
Aide financière aux études de raccordement GRDF	30% du montant de l'étude, plafonné à 4 000€ HT
Accompagnement de TEM	Gratuit

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Compétence optionnelle ou activité accessoire



ÉOLIEN

Production d'électricité grâce à des éoliennes installées sur le territoire communal. Avec l'ADEME⁽¹⁾, TEM accompagne les collectivités à chaque étape clé de leurs projets éoliens, depuis l'étude du potentiel jusqu'à la mise en œuvre :

- Sensibiliser les communes aux enjeux et bénéfices de l'énergie éolienne ;
- Identifier le potentiel éolien de leur territoire ;
- Aider à définir un projet adapté aux besoins locaux ;
- Favoriser l'acceptabilité locale et la concertation avec les habitants ;
- Apporter un appui technique et stratégique tout au long du projet ;
- Soutenir la gouvernance locale et accompagner les élus dans les négociations avec les développeurs.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par TEM pour les communes/EPCI
Accompagnement de TEM	Gratuit



PHOTOVOLTAÏQUE

Production d'électricité à partir du rayonnement solaire via des panneaux installés sur les toitures ou au sol. Avec l'ADEME⁽¹⁾, TEM accompagne les collectivités à chaque étape clé de leurs projets solaires :

- Sensibilisation ;
- Identification du potentiel ;
- Aide à la définition du projet ;
- Accompagnement technique à la mise en œuvre du projet ;
- Identification des éventuels appels à projets et dispositifs de financement existants.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par TEM pour les :		
	Communes rurales	Communes urbaines/ EPCI sans convention	EPCI avec convention
Étude de structure et de faisabilité	70% du prix HT de l'étude	20% du prix HT de l'étude	70% du prix HT de l'étude
	Plafond : <ul style="list-style-type: none"> ■ Étude : 700€ ■ Étude de faisabilité d'autoconsommation collective : 2000€ ■ Étude de structure (charpente, toiture) : 1500€ 		
Accompagnement de TEM	Gratuit		

⁽¹⁾ ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

MOBILITÉ DURABLE



MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Compétence optionnelle



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Soucieux de déployer une politique en faveur de la mobilité décarbonnée, TEM a collaboré avec d'autres syndicats d'énergie pour créer le réseau Ouest Charge, un réseau public de bornes de recharge pour véhicules électriques :

- Gérer 67 bornes déployées, afin de mailler l'intégralité du territoire, en milieu rural comme urbain ;
- Fournir un service public accessible à tous les usagers, avec une borne de recharge à proximité.

TEM pilote également le Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques (SDIRVE) pour planifier le développement futur et garantir un accès équitable à la recharge sur l'ensemble du département.



APPEL À INITIATIVE PRIVÉE (AIP)

TEM a travaillé en lien étroit avec les communes du département pour coordonner un AIP afin de déployer des bornes de recharge électriques.

Les objectifs :

- Faciliter et stimuler l'offre privée, en mettant à disposition du foncier public ;
- Faire équiper l'ensemble du territoire et éviter les zones blanches ;
- Choisir la meilleure offre pour les Mayennais.

La société E-totem a été retenue pour un déploiement en 2025 et 2026 de plus de 150 points de recharge normale et rapide sur la Mayenne. E-totem, entreprise française fabrique des installations de recharge de véhicules électriques à Saint-Etienne. Elle portera les investissements et assurera à sa charge le fonctionnement des bornes.

Le partenariat entre E-totem, les communes et TEM est formalisé par une convention d'occupation du domaine public pour une durée de 15 ans.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par les communes/EPCI
Projet porté par la commune	Les frais d'installation et d'exploitation sont à la charge de la collectivité.
Projet porté par TEM	Les travaux sont financés par le syndicat.
AIP porté par TEM	Le déploiement est financé par le titulaire de l'AIP, la commune met à disposition un terrain et en contrepartie perçoit une quote-part de la redevance d'occupation du domaine public. L'autre quote-part est perçue par TEM en contrepartie de sa prestation de coordination (convention).

MOBILITÉ DURABLE



MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Compétence optionnelle



ZOOM SUR LE SERVICE AUX USAGERS

Les réseaux Ouest Charge et Alizé sont reconnus pour leurs grandes fiabilités, aussi bien par les utilisateurs que dans la presse spécialisée, affichant un taux de disponibilité des bornes très élevé. Dès qu'un utilisateur s'abonne, il reçoit un badge qui lui permet d'accéder à l'ensemble des bornes du réseau, bénéficiant ainsi du même niveau de service et de tarification, quel que soit l'emplacement. Le tarif de recharge est soumis à validation du Comité syndical de TEM.

Les conditions d'accès à la borne sont les suivantes :

- Badge Ouest Charge / Alizé TE53 ;
- Scan du QR Code sur la borne ;
- Carte bleue sans contact (bornes rapides) ;

L'utilisateur peut également avoir accès avec le badge d'un autre opérateur (interopérabilité) si les accords ont été signés.

Tarifs de recharge pour les usagers au 01/01/2026

- 22 kW (normale) : 0,43 €/kWh ;
- 50 kW (rapide) : 0,87 €/kWh ;
- 180 kW (ultra-rapide) : 0,92 €/kWh.



MOBILITÉ DURABLE



MOBILITÉ BIOGNV

Compétence optionnelle



DE QUOI S'AGIT-IL ?

- Accompagner le développement de la filière Bio Gaz Naturel pour Véhicule : carburant issu du biométhane produit par méthanisation agricole. Ce gaz naturel permet de réduire de plus de 80% les émissions de CO₂ par rapport aux carburants traditionnels et de diminuer fortement les émissions de particules fines ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage de deux stations d'avitaillement en BioGNV situées à Aron et à Changé, ouvertes à tous les véhicules 24h/24 et 7j/7. Exploitées par ENDESA, ces stations distribuent 100% de Bio Gaz Naturel Comprimé français et participent au développement d'une mobilité durable sur le territoire.

Le biométhane qui constitue le BioGNV est produit localement à partir de déchets organiques issus de l'industrie alimentaire, d'exploitations agricoles, d'ordures ménagères ou de boues de stations d'épuration. Ce gaz vert est ensuite injecté dans le réseau exploité par GRDF.



QUELLES DÉMARCHES ?

- Réalisation d'études de faisabilité pour l'installation de stations BioGNV ;
- Mise en place d'actions de sensibilisation et d'animation pour promouvoir la mobilité au BioGNV ;
- Accompagnement des collectivités dans leurs projets de transition vers ce carburant ;
- Coordination avec les acteurs publics et privés afin de densifier le maillage territorial des stations.



FINANCEMENTS

Prestation	Prise en charge par les communes/EPCI
Installation d'une station BioGNV	Les travaux sont financés par le syndicat et ou par des sociétés privées.





CONCESSIONS PLANIFICATION

Suivi des services publics de distribution d'énergie :

- Gestion des contrats de concession d'électricité et de gaz
- Contrôle de la qualité de service
- Veille au respect des obligations des concessionnaires
- Intégration des énergies renouvelables aux réseaux



MOBILITÉS DÉCARBONÉES

Déploiement d'infrastructures pour des transports plus propres :

- Bornes de recharge pour véhicules électriques
- Stations BioGNV
- Conseil aux collectivités dans la gestion de leur flotte de véhicules
- Sensibilisation des élus



ÉCLAIRAGE PUBLIC

Accompagnement des communes pour moderniser et entretenir l'éclairage public :

- Remplacement des lanternes, horloges et armoires de commande
- Création de nouveaux points lumineux
- Mise en lumière des bâtiments
- Maintenance et dépannage
- Géoréférencement et gestion DT/DICT



MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

Aide à la réduction des consommations d'énergie des bâtiments publics :

- Suivi et analyse des consommations
- Aide à l'investissement pour les rénovations
- Mutualisation des achats d'électricité / Gaz
- Mise en relations avec les conseillers en énergie



GÉOMATIQUE PCRS

Outils numériques pour la gestion des réseaux :

- Suivi des concessions via WebSIG
- Géoréférencement précis des réseaux
- Déploiement du fond PCRS (réseaux enterrés)
- Cadastre solaire pour les toitures
- Entrepôt de données territoriales



ÉNERGIES RENOUVELABLES

Soutien aux projets d'énergie locale et durable :

- Identification du potentiel en Énergies Renouvelables
- Accompagnement de projets éoliens, photovoltaïques, méthanisations

**OFFRIR UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE
SÉCURISÉ, PERFORMANT ET INNOVANT,
AU SERVICE DES TERRITOIRES ENGAGÉS
DANS UN NOUVEAU MODÈLE ÉNERGÉTIQUE**



RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

Maîtrise d'ouvrage des réseaux pour renforcer, sécuriser ou étendre les infrastructures :

- Effacement des lignes basse tension, de télécommunications et éclairage public
- Renforcement, sécurisation et extension des réseaux
- Création de transformateurs
- Viabilisation de lotissements
- Réclamations sur la qualité de fourniture



GROUPEMENT ACHAT ÉLECTRICITÉ-GAZ

Optimisation des achats d'électricité-gaz pour les collectivités :

- Tarifs compétitifs et anticipés
- Démarches administratives simplifiées
- Maîtrise des coûts sur le moyen terme



ÉLECTRIFICATION RÉSEAUX

Florestan BOCHER

Chargé d'affaires
Bocage Mayennais & Ernée
florestan.bocher@te53.fr
07 56 06 38 33

Jérôme CORMIER

Chargé d'affaires
Laval-Agglo &
Pays de Craon
jerome.cormier@te53.fr
07 43 36 07 40

Alain DELEAUNE

Chargé d'affaires
Mayenne Communauté
& Mont des Avaloirs
alain.deleune@te53.fr
07 56 06 11 12

Maxime BUCHER

Chargé d'affaires
Château-Gontier &
Meslay-Grez & Coëvrons
maxime.bucher@te53.fr
07 48 94 53 76



GÉOMATIQUE PCRS - DT - DICT

Ingrid Brugioni

Responsable Service
Géomatique et PCRS
ingrid.brugioni@te53.fr
07 56 06 22 46

François-Patrick MARQUET

Technicien SIG / PCRS
francois-patrick.marquet@te53.fr
07 48 94 53 75

Johanna VEILLE

Technicienne PCRS
johanna.veille@te53.fr
07 43 36 52 09

Thierry DAVID

Cartographe SIG - DT DICT
thierry.david@te53.fr
06 31 05 94 75



MOYENS GÉNÉRAUX

Isabelle CHEVALIER

Responsable Finances
isabelle.chevalier@te53.fr
02 43 59 07 13

Vincent BEUCHER

Responsable des Systèmes d'Information
vincent.beucher@te53.fr

Angélique MOUNIGAN

Gestionnaire comptable
angelique.mounigan@te53.fr
02 43 59 78 99

Marina ROBIN

Assistante
moyens généraux
accueil@te53.fr
02 43 59 99 44

Evelyne LEGENDRE

Gestionnaire comptable
evelyne.legendre@te53.fr
02 43 59 78 96

Caroline MIGONNEY

Chargée des affaires juridiques
caroline.migonney@te53.fr
06 99 67 18 85 | 02 43 01 78 92

Typhanny TOUSET

Responsable ressources humaines
typhanny.touset@te53.fr
07 56 06 21 23 | 02 43 59 78 91

Camille FOUILLET

Chargée de communication
camille.fouillet@te53.fr
07 48 88 44 00 | 02 43 59 07 14

Julien HINAULT

Directeur des Services Techniques
julien.hinault@te53.fr
06 89 20 30 01

Yann AVRIL

Directeur des Services
Techniques Adjoint
yann.avril@te53.fr
06 70 55 22 37

Olivier FRASLIN

Chargé d'affaires
Communes Urbaines
olivier.fraslin@te53.fr
07 48 94 81 18

Éva MÉTAL

Assistante technique
eva.metal@te53.fr
02 43 59 99 83



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Agnès BOUSSARD

Chargée de mission
Maîtrise de l'énergie
agnes.boussard@te53.fr
06 89 53 68 54 | 02 52 21 07 32



Clément CHEPTOU

Chargé de mission
Transition énergétique
07 48 94 15 59



ÉCLAIRAGE PUBLIC

Nicolas CRÔNIER

Chargé d'affaires
Mayenne Communauté
& Mont des Avaloirs
nicolas.cronier@te53.fr
06 48 11 02 23

Guillaume BAUWENS

Chargé d'affaires
Secteur Nord
guillaume.bauwens@te53.fr
07 48 94 15 58

Patrice THOURAULT

Chargé d'affaires
Secteur Sud
patrice.thourault@te53.fr
07 56 06 84 20

Laëtitia SETTI

Assistante technique
laetitia.setti@te53.fr
02 52 21 05 29

Richard CHAMARET

Président
richard.chamaret@te53.fr
06 05 44 35 48

Alexandra BORDEAU-POISSON

Directrice Générale des Services
alexandra.bordeau@te53.fr
07 56 06 00 80

CONCESSIONS & PLANIFICATION

Emmeline BLONDEAU

Responsable Concessions
et planification
emmeline.blondeau@te53.fr
07 85 58 37 74

Frédéric MICHEL

Responsable Transition énergétique
frederic.michel@te53.fr
07 48 94 15 60

Annabelle MICMANDE

Chargée de mission Mobilités
annabelle.micmande@te53.fr
07 56 06 10 57



Cindy RAIMBAUD

Assistante transition énergétique
accueil@te53.fr
07 48 94 81 19 | 02 43 59 78 90



Parc Technopolis - Rue Louis de Broglie 53810 CHANGÉ - Bât R
02 43 59 99 44 | accueil@te53.fr | www.territoire-energie53.fr

